



La Russie convoque l'ambassadeur français au sujet d'un accident aérien évité de justesse

Par [Alex Lantier](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Mondialisation.ca, 21 octobre 2015

[WSWS.org](#)

Le ministère russe des Affaires étrangères a vivement protesté auprès de la France lundi après qu'un avion de chasse a évité de peu une collision avec un avion transportant de hauts responsables russes près de la frontière franco-suisse.

Il a déclaré qu'il avait convoqué l'ambassadeur français à Moscou, Jean-Maurice Ripert, pour « qu'il donne des explications au sujet d'une quasi-collision dangereuse d'un chasseur français avec un avion transportant une délégation parlementaire russe dirigée par le Président de la Douma d'État de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie, Sergueï Narychkine... qui a eu lieu dans l'espace aérien national [français] le matin même. »

Suggérant que les passagers à bord du vol russe avaient craint pour leur vie, le ministère a ajouté que les responsables russes pourraient refuser de rentrer en France à l'avenir. « Une profonde inquiétude a été exprimée au sujet de l'incident », a-t-il déclaré. « Cela pourrait saper la confiance auprès de Paris et l'empêcher d'organiser de grands événements politiques. »

Dans une déclaration acceptée plus tard par Moscou, le ministère français des Affaires étrangères a rejeté la responsabilité et, en contradiction avec le pilote de l'avion de ligne russe qui avait identifié l'avion de chasse comme français, a déclaré que l'avion impliqué dans l'incident était suisse. Il a ajouté qu'il « regrettait » que Ripert eût été convoqué au ministère russe des Affaires étrangères.

Le ministère suisse de la Défense a ensuite pris la responsabilité de l'incident. Son porte-parole Peter Minder a dit, « C'était un F/A-18 suisse qui est parti de Bienne à 10 h 20. Il a vérifié les numéros de queue de l'avion russe à destination de Genève. Ceci est une procédure standard et il n'y avait pas de 'proximité dangereuse.' »

Quelle que soit la nationalité de l'avion de chasse presque entré en collision avec l'avion de ligne russe près de Genève, il est clair qu'il s'est produit un grave incident diplomatique.

La déclaration suisse n'est simplement pas crédible. Ce n'est pas la routine que de faire décoller en catastrophe des avions de chasse et les amener si dangereusement près d'avions de ligne pour que le pilote puisse lire le numéro de queue. Les avions de ligne sont identifiés par radar et contact radio entre aiguilleurs du ciel et pilotes. Un avion de ligne est rarement filé par des avions de combat, sauf si l'on soupçonne un détournement ou qu'on en ait perdu le contrôle et qu'il puisse être nécessaire de l'abattre.

Aucune allégation n'a encore été faite pour indiquer que l'avion russe a rompu le contact radio avec les autorités françaises ou suisses; il demeure donc difficile de comprendre pourquoi l'armée suisse aurait envoyé un avion de chasse pour l'intercepter.

Mais il est significatif que les comptes rendus russes, français et suisses aient tous convenu qu'un avion de chasse d'Europe occidentale avait pris la mesure extraordinairement provocatrice d'intercepter, à très courte distance, un avion civil transportant de hauts responsables russes. Cela souligne les tensions extrêmes qui se manifestent dans toute l'Europe dans le contexte du conflit croissant entre pouvoirs européens, OTAN et Russie.

Que les passagers de l'avion de ligne russe aient craint de pouvoir être la cible d'un assassinat par un avion de chasse français ou suisse découle directement de la politique de plus en plus agressive menées par les puissances de l'OTAN ces deux dernières années.

Les tensions ont flambé entre l'OTAN et la Russie après que Moscou a accordé l'asile temporaire au lanceur d'alerte de la NSA, Edward Snowden, en 2013, suite à la révélation d'une surveillance illégale de masse, par les renseignements américains, de l'Internet et du téléphone au plan mondial.

La France a travaillé étroitement avec les autorités américaines pour empêcher l'avion du président bolivien Evo Morales d'utiliser l'espace aérien français afin de retourner en Bolivie depuis la Russie, craignant que Morales n'ait caché Snowden à bord. Pour bloquer l'avion de Morales, qui aurait manqué de carburant pour atteindre la Bolivie s'il évitait l'espace aérien français et portugais, ils l'ont forcé à atterrir à Vienne et soumis à une fouille manifestement illégale des autorités autrichiennes pour trouver Snowden.

Snowden n'était pas dans l'avion, mais le ministre bolivien de la Défense, Ruben Saavedra, l'a appelé « un acte hostile du Département d'État des États-Unis, qui a utilisé différents gouvernements européens. »

Les États-Unis et d'autres pouvoirs de l'OTAN, dont notamment la France, ont ensuite soutenu un coup d'État en Ukraine pour évincer le président soutenu par la Russie, Viktor Ianoukovitch; le pays a été plongé dans une guerre civile entre le régime de Kiev soutenu par l'OTAN et les régions russophones de l'est de l'Ukraine. Les puissances de l'OTAN ont en outre imposé depuis des sanctions financières visant de hauts responsables russes.

L'année dernière, le vol MH17 de Malaysian Airlines a été abattu au-dessus de l'Ukraine par un missile sol-air Buk, munition qui fait partie tant des arsenaux du régime de Kiev et que de ceux du gouvernement russe. Les puissances de l'OTAN ont accusé les forces soutenues par la Russie d'avoir abattu l'avion, tandis que Moscou a accusé le régime pro-OTAN de Kiev.

Alors que le récent rapport du gouvernement néerlandais sur l'abattage du vol MH17 a, chose remarquable, refusé d'identifier qui avait tiré le missile Buk fatal, le contre-rapport de Moscou a présenté des preuves détaillées que le vol MH17 avait été abattu par un Buk tiré par les forces ukrainiennes soutenues par l'OTAN.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que des responsables russes s'inquiètent de la possibilité qu'on force leur avion, en vol au-dessus de l'Europe, à atterrir.

Alex Lantier

Article paru d'abord en anglais le 20 octobre 2015

La source originale de cet article est wsws.org

Copyright © [Alex Lantier](http://wsws.org), wsws.org, 2015

Articles Par : [Alex Lantier](http://wsws.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca